PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 103 *JUILLET - AOÛT 2021*

CTM : DU BLA, BLA, BLA... ET PUIS RIEN.

LA REPRESSION COLONIALE S'AMPLIFIE

ZAFÈ MIEL MATINIK

CUBA : NON AU BLOCUS DES USA!

bayalé

CAMPAGNE ELECTORALE POUR LA CTM : DU BLA, BLA, BLA… ET PUIS RIEN.

NE NOUS BERÇONS PAS D'ILLUSIONS

Sur tous les fronts, seule la lutte paiera.

Après les ennuyeux discours à profusion de la dernière campagne électorale les martiniquais qui en doutaient encore se sont vite aperçus à quel point le préfet gouverneur considérait les élus de la CTM comme des quantités négligeables.

Alors que les décisions liberticides affectant la vie des martiniquais se multiplient, alors que le personnel du secteur sanitaire est en train d'être stigmatisé des lors qu'il refuse de se faire injecter un produit encore dans sa phase expérimentale, alors que le nombre de petites entreprises touchées par les mesures incohérentes du gouvernement courent à la faillite « nos » zélus « territoriaux » n'ont pas un mot à dire.

Preuve patente qu'ils ne servent à rien d'essentiel et que leur rôle se limite à des compétences justes bonnes à assurer le fonctionnement de la société coloniale que le pouvoir français entend pérenniser à notre détriment.

Qu'on le veuille ou non les taux impressionnants d'abstention et de refus de voter constatés lors des dernières élections à la CTM, malgré une « offre » conséquente de candidatures témoigne de la méfiance grandissante de nos compatriotes tant vis-à-vis de cette assemblée croupion que des politiciens perçus comme des prétendants à des postes pour leurs seuls profits égoïstes.

C'est une réalité incontournable porteuse d'espérance pour des lendemains de lutte.

Quand nous ne participons pas aux joutes électorales pour mettre en place des assemblées coloniales sans pouvoir réel qui touche à l'essentiel de la destinée de notre peuple, quand nous invitons nos compatriotes à une

abstention massive ce n'est nullement un appel à la résignation, à la passivité mais bien à une prise de conscience politique sur la réalité politique de notre pays.

C'est un appel à ne plus se bercer d'illusion sur un prétendu pouvoir que détiendrait les institutions coloniales (CTM et autres) à résoudre les problèmes cruciaux de la Martinique.

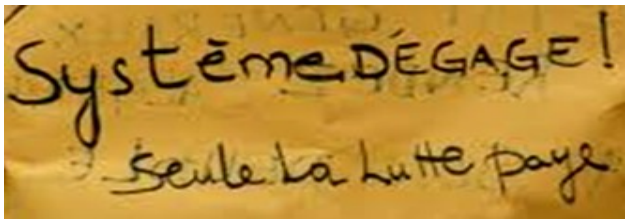
C'est un appel à se détourner de cette flopée de politiciens bonimenteurs sur la soi-disant capacité à œuvrer pour «le bonheur» pour la création de milliers d'emplois (5000

CAMPAGNE ELECTORALE POUR LA CTM :
DU BLA, BLA, BLA… ET PUIS RIEN.
NE NOUS BERÇONS PAS D'ILLUSIONS
Sur tous les fronts, seule la lutte paiera.

avait promis l'actuel président du conseil exécutif de la CTM), sur le désenkayaj (avait promis l'ancien), sur le « retour au pays » de nos compatriotes exilés (avait fait miroiter l'actuelle sénatrice)… et blablabla.

Oui à se défier une fois pour toutes de ces semeurs et semeuses d'illusions.

Notre appel c'est aussi un appel à la RESISTANCE à cette campagne pernicieuse et permanent à nous accommoder à un système qui aurait cessé d'exister alors que nous y sommes englués, qu'il étouffe jusqu'à faire disparaître à petit feu notre peuple.



Notre appel c'est un appel à la lutte à l'affrontement avec ce système colonial qui entend parvenir à notre liquidation, qui veut, par-dessus tout pour ses intérêts propres, garder la Martinique mais sans les martiniquais, garder ses colonies mais sans leurs peuples.

La lutte engagée par les militants qualifiés de tous les noms par leurs médias pour la dénonciation et la réparation du crime d'empoisonnement dont est victime toute notre population, contre les violences policières, contre les multiples intimidations judiciaires, la lutte pour le rétablissement des vérités historiques, la lutte contre l'aliénation, la lutte contre les discriminations en tout genre qui s'amplifient, la mobilisation contre les me-

sures quasi dictatoriales du préfet gouverneur sont autant de fronts sur lesquels nous invitons nos compatriotes à s'engager fermement.

Toutes ces luttes sont des luttes de résistance qui s'opposent à l'anéantissement de notre peuple.

Le PKLS invite surtout à la convergence de toutes les résistances, de toutes les mobilisations, pour le triomphe de la mère des batailles (qui n'a rien à voir avec les minables

combats de coq des tribunes électorales), le déboulonnement du système colonial, l'accession de notre peuple à la pleine souveraineté et de notre pays à son indépendance pour enfin sortir de la nuit coloniale et construire une Martinique nouvelle, décolonisée et œuvrant à la défense de ses intérêts et de ceux de ses enfants.

Seule la lutte paiera.

FOK NOU PRAN YO !
NOU KÉ PRAN YO !
POU SOVÉ PÉYI NOU !

KI SA KA PASÉ KOMIN MÒNVÈ ?

Ni dé ti komin Matinik ou pa ka djè tann palé di yo pas pa ni gran wélélé ka fet, fok sav lè ou pa ni anpil moun (mwens ki 2000) yonn konnet lot é sé pliziè gran fanmiy ka viv ansanm dépi nanninannan, délè.

Mònvè sé yonn di sé komin–tala, i pann an pié sé piton-an (sé pa Piton Kawbé, sé ta Mònvè), sé an koté ka fè fré é ki ka podwi bon zépis, non'y sé Mònvè kivédi pa djè ni anlo bel gran téren plat pou agrikiltè kidonk fok tjenbé ek pwotéjé sa ki la an manniè sérié.

Dépi tjek tan la fanmiy Dellevi ni an pwoblem épi Mè-a, fanmiy-tala ka rété koté yo kriyé Mòn Madanm, pou sa ki lé konnet, sé adan kawtié Monjoli, ou ka pran chimen ka pasé bò chapel-la é i ka menen'w an bout, koté ni pwoblem-la.

Mè-a lé fè an chimen (pou dézanklavé) ka sòti bò chapel-la pou rivé Kanton -Suis é ka pasè asou tè lafanmiy Dellevi.

Sé kon sa an jou bonmaten yo wè traktè koumansé fè tras san di pèsonn ayen, sé alè-tala la fanmiy doubout pou mandé sa ka fet la ?

Sé an tè agrikol ki pa jenmen déklasé, ni moun ka planté, ka nouri bet é ni anlo piébwa ka pòté anpil fwi, Mè-a pa ka tann mach, sé chimen i lé fè. Ki lariviè, ki piébwa, kisiswa bet-la ka viv adan laliwonnaj-la sa pa zafè'y sé fè i ka fouté fè.

Zafè-tala douvan tribinal dépi lanné 2018 é sa té pou paret wonz (11) mé 2021 mé yo méte'y pou lè 8 jen lanné-tala, mé chantiè ka tounen toujou alos ki tribinal poko réglé ayen .

Sa vré sé périod éleksion (pou pa di kannaval) fok sé kandida-a fè tout kalté sinéma adan komin yo si yo bizwen ni an bon plas asou lis-la.

Bri ka kouri ka di mè ni an lidé an tetli, sé ba an sosiété tè-a pou fè kay, es sa vré ? Adan tout ti komin sé pito pawol mè-a moun ka kouté menm si sé pa lavérité.

Jòdi, lé Dellevi pa ka konprann kouman an mè pé désidé pran tè moun san pies lotorizasion pou'y fè sa i lé, la fanmiy za trapé fos pa koté dé òganizasion é ka atann rézilta tribinal pou filé zouti'y .

Sistem kapitalis fransé, tribinal fransé Matinik, la pou défann tou sa ki adan lentéré lé gwo, fok nou konprann travay an mè sé fè sistem fransé-a maché kon yo mandé'y fè, kidonk sé mésié dépi yo méte riban blé, blan, wouj, asou yo, yo konprann sé yo ki chef an komin-la, si nou lé koubaré tout sinéma–tala fok nou méte toupatou adan tout komin drapo **RVN** kon sa za koumansé fet.

Fok nou pòté solidarité ba sa ki ka lité pou dwa yo, pou nou ba yo plis fos.

LE CARNAVAL ELECTORAL EST TERMINÉ.
LA LUTTE DOIT SE POURSUIVRE.

Ce qui est extraordinaire dans le résultat de ces dernières élections territoriales, c'est le quasi-bonheur de la plupart des candidats, en tous les cas les 4 s'étant retrouvés au second tour.

Tout le monde il est beau, tout le monde il est content.

Edmond Mariette de la liste Marie Jeanne est allé sur tous les plateaux « s'incliner » devant la démocratie, reconnaitre sa défaite et annoncer une opposition constructive pour la « population » (il ignore le mot Peuple)! Nilor est un peu déçu mais il a commencé un contrat avec le « peuple martiniquais ». Conconne est en quasi-lévitation. Letchimy revient en force et salue même ses adversaires.

Quand on gratte, on s'étonne mais cela ne gène personne. A cet égard, nos politologues et autres journalistes de médias officiels savent rester aveugles.

Mais quand même !

Par rapport à 2015, il y a 7 points de plus d'abstention mais cela n'émeut personne. A la limite, moins on vote, mieux ils peuvent se répartir leurs petits hochets.

Le PPM et ses alliés ont perdu 20000 voix. AMJ près de 40.000. Letchimy se console en se disant que Conconne en a fait 19000. Et les affidés du pseudo « président de tous les martiniquais » (défense de rire) explique que la défaite est la conséquence de la trahison !

Ceci à l'issue d'une campagne électorale in-

LA GRANDE MAGOUILLE

sipide où aucune liste n'a remis en cause le statu quo colonial. Ce qui est la conséquence logique que la CTM n'a aucun pouvoir sérieux et aucune marge sérieuse sinon pour la distribution de subventions (avec son corollaire de corruption) avec son petit milliard d'euros !

Même au premier tour, les listes (AKM, CO, GRS), aucune n'a mis en avant la revendication nationale. Et même sur le plan social, dite de la lutte des classes, le GRS a promu une économie sociale et solidaire ! Pour CO, c'est toujours le pouvoir aux travailleurs dans le cadre de la colonie.

La défaite de la liste de Marie Jeanne n'est pas celle du ou d'un courant indépendantiste mais bien d'un politicien en bout de course prêt à toutes les alliances et reniements pour sauver son poste.

La période de la CTM de 2016 à 2021 ne peut avoir notre soutien. Reniement de la question nationale, gestion en « bon père de famille » de l'institution coloniale, c'est aussi un soutien systématique aux patrons contre les travailleurs en lutte, une aide permanente au patronat, y compris la caste békée. C'est aussi la pantalonnade ignoble de lancer, avec l'argent de l'état colonial, la création d'un pseudo-drapeau dans le seul objectif de combattre la montée du drapeau RVN. Le lambi de Marie Jeanne restera, avec son moratoire honteux, une de ses tâches noires et honteuses.

Médiocre bilan.

Pour tenter de sauver son poste, Marie Jeanne a multiplié vainement les alliances à droite et maintenu son reniement sur la question nationale.

On se demande ce que va bien faire le MIM

Changement de vie en cours de chargement...

LE CARNAVAL ELECTORAL EST TERMINÉ.
LA LUTTE DOIT SE POURSUIVRE.

AU-DELÀ DE LA CONFUSION

et ses alliés. Car, hors les tréteaux électoraux, où se trouve la force militante du MIM ? Ce ne sera pas avec des Pamphile ou autres Edmond Mariette que le MIM trouvera des militants politiques. On peut se poser la même question pour APAL, Palima, Ecologie Urbaine, PCM. Sont-ils en état de concevoir une vie hors la gestion coloniale ou hors les promesses électorales.

On va rapidement voir où sont leurs urgences : se battre pour la décolonisation ou retourner gérer la CTM en 2028 ?

La même question se pose pour Nilor. Il a fièrement exposé que la question statutaire n'était pas sa priorité. Quelle priorité a le député du Sud ? Rester député l'année prochaine ? Marie Jeanne pourrait le battre. Une partie de la vie politique martiniquaise devra-t-elle attendre le maintien de cette querelle entre égos surdimensionnés ?

Il faut espérer que les patriotes conscients créent rapidement une alternative politique faisant que ce qui reste de forces honnêtes

Ni à droite ni à gauche. Vers l'avant ensemble.

chez ces « patriotes » reviennent à la lutte politique et frontale comme pour le manifeste signé en 1998 que Marie Jeanne a trahi peu après !

Il est loin le temps où le PPM était un pôle de la résistance martiniquaise face au pouvoir colonial. Il en est aujourd'hui le plus sûr et meilleur allié. Même sur la question de classe, Letchimy et ses « boys petits bourgeois » a tourné casaque en faveur de la caste békée. Avec en supplément, la gabegie, la corruption et le plus grand mépris pour la cause nationale.

Le PPM à Plateau Roy, c'est l'annonce de la curée et la distribution des cadeaux pour les voleurs et leurs complices. La voracité qui se manifeste pour le partage des postes est une indication inquiétante pour l'avenir.

Le discours de Letchimy annonçant une gestion « apaisée » devra être vigoureusement combattue. L'apaisement dans une société coloniale, injuste, inégalitaire, c'est une prime au colon et aux possédants. Il ne peut y avoir de paix sans qu'il y ait justice.

La réalité est que cette élection est un nouveau désastre démocratique et n'a rien à voir avec l'intérêt du peuple martiniquais.

Il semble acquis qu'on ne puisse attendre des candidats aux élections coloniales qu'ils se remettent en cause pour faire avancer la nation martiniquaise dans la voie de la souveraineté et de la dignité.

Aucune élection qui ne pose la question centrale du devenir de notre peuple de sa prise en mains de son destin pour préserver son existence n'a de sens à nos yeux car elle ne permet pas de régler les questions fondamentales que doit affronter le peuple martiniquais.

Le PKLS va continuer à œuvrer pour ouvrir sur tous les fronts possibles des luttes populaires remettant en cause le système colonial et ses alliés, soutiens politiques ou économiques. C'est la convergence de ces luttes et l'unité des véritables patriotes qui va permettre de tracer le chemin de la liberté et de la dignité.

Politique-magouille

Lutter sur tous les fronts

LA REPRESSION CONTINUE ET S'AMPLIFIE

Il y a un an, le 16 juillet 2021, le jeune militant et « tambouyè », Kéziah était violemment tabassé et injurié de manière raciste par sept policiers et gendarmes mobiles à Fort de France en pleine journée.

Pour couvrir leur violence, la justice française au travers de deux magistrats du Parquet, décidait de poursuivre Kéziah pour coups à agents de police.

Malheureusement pour ces policiers, gendarmes et magistrats, le tabassage avait été filmé par un riverain se trouvant à l'immeuble Plein Ciel et les magistrats n'ont pas eu le temps de saisir la bande avant qu'elle ne soit massivement diffusée sur les réseaux sociaux. Non seulement, on voyait les coups de poings et de pieds, on entendait les insultes racistes mais aussi la volonté de se cacher pour continuer à frapper et les tentatives désespérées d'un gendarme pour éponger le sang de Kéziah répandu sur le bitume.

Le sinistre procureur Gaudeul a été obligé de faire réaliser une pseudo enquête bidon pour tenter d'enterrer le dossier. En octobre, à la veille du procès de Kéziah, il annonça que deux gendarmes qui regrettaient leur geste, (des coups de pied) allaient être poursuivis.

Un an après, la réalité est que les auteurs du tabassage et leurs complices n'ont pas été poursuivis. Le procès contre Keziah a été dépaysé en France à la demande du Parquet qui commençait à craindre que la vérité n'éclate.

Pour tenter de détourner l'attention, le procureur a aussi annoncé qu'il allait poursuivre les avocats de Kéziah.

Ainsi va la justice en « pays dominé ».

Depuis l'affaire Keziah, il y a eu plusieurs procès en Aout et Octobre 2020 dont appel a été fait. Avec des peines de prisons importantes, y compris dans une affaire de diffamation. Il y a eu le procès de l'affaire J M en défense des apologistes de l'esclavage qui sont protégés par le Parquet de Fort de France. Là aussi, détention et peine de prison. La procédure est en appel.

Ils ont aussi décidé de poursuivre le militant Rodney qui a eu la mâchoire éclatée par un tir de flash ball le 13 janvier 2020. Des enquêteurs osent écrire qu'ils n'ont pu identifier le tireur ! Ils violent leur propre droit et ils mentent, policiers, gendarmes, procureurs et juges ! Son procès aura lieu en novembre prochain.

Ils ont aussi décidé de poursuivre une militante pour avoir écrit « Ici, ce n'est pas la France ». Puisqu'ils sont lâches, elle est poursuivie pour dégradations légères !

Le 2 juin2021, ils ont incarcéré un jeune militant de 21 ans, Edwin au motif qu'il aurait participé à des incendies en fin décembre et début janvier 2021 à SuperOccaz, dans une canneraie, un hangar et des parkings de caddies. Les biens appartiennent à la famille Hayot (comme JM), contemplateur de l'escla-

LA REPRESSION CONTINUE ET S'AMPLIFIE

vage et puissance dominante en Martinique. Il est prétendu que des expertises auraient trouvé des empreintes et des traces ADN d'Edwin. Lors d'une audience du 8 juillet, la défense a dénoncé une manipulation possible dans cette affaire.

Cela ne serait pas étonnant d'une justice dont le principal objectif est le maintien de l'ordre colonial, fut-il discriminatoire et basé sur une hiérarchie de races !

L'enquête des incendies révèle ce que l'enquête Keziah avait montré. Sous le contrôle du parquet, la gendarmerie a élaboré un fichier de militants avec tous les détails possibles et inimaginables sur leur vie publique et privée pour mettre en place toutes les provo-

cations, manipulations. On commence déjà à voir des oppositions apparaitre et être aiguisées par ce travail de sape et d'infiltration de la police. Aujourd'hui, c'est une logique répressive et totalitaire qui est mise en place en Martinique dès qu'on est un militant patriote et/ou RVN.

Par exemple, depuis 18 mois, à chaque procès, l'accès au palais de justice est interdit à ceux que les fichiers policiers considèrent comme militants. Pour ces fonctionnaires du mensonge et de la répression, les militants

n'ont pas les mêmes droits que les autres justiciables.

Nous l'avons déjà écrit. Nous le répétons. Le pouvoir colonial a réussi à banaliser sa violence en faisant croire que les violents sont les militants. Il faut faire un travail d'explication près de la population car la presse véhicule le discours du pouvoir et est un « jacko répèt » du Parquet et du Préfet.

C'est la mission que s'est donné le K130120 contre la répression. Elle est importante et essentielle. La vérité est du côté des militants et la violence dans la nature du pouvoir. Le discours officiel est exactement le même que celui d'hier. Il ne pourra pas tromper toujours si nous faisons notre travail d'établir la vérité contre les mensonges du pouvoir colonial. La nature du colonialisme et de ses sbires et fonctionnaires est dans la violence. Le pouvoir français a instauré un climat de peur en Martinique qui fait qu'aller manifester implique un courage audacieux et le risque de se faire tabasser par les encore « gad kaka » dit « locaux » ou les brigades blanches, violentes et racistes venues de France.

Il faut donc renforcer le Komité contre la répression en apportant sa contribution physique ou matérielle.

Pa bizwen atann mwa Oktob pou vréyé lang-la douvan

Nou toujou adan vié labitid gloriyé Lang épi Kilti Matinik mwa oktob pas oliwon latè sé 28 mwa-tala yo désidé fè anlo bagay alantou lang-lan épi kiliti-a, si pa ni 28 oktob, pa ni manifestasion pou vréyé lang-la douvan !

Epi zafè kovid-la tou bagay ki té prévrè mwa oktob 2020 tonbé an dlo, kidonk nou la ka atann oktob 2021 pou gadé wè, é manniè sa ka woulè a nou ni pétet titak mwa oktob pou atann avan ni an lanbéli.

Pou koubaré tou sa é pou lang ek kilti Matinik pa rété fèmen adan an jou ouben an mwa mé touléjou ek toupatou, l'asosiyasion Sanblaj Pou Fè Kréyol Lèkol méte doubout mwa jiyé dé bel manifestasion pa koté linò péyi-a.

Sanmdi 10 jiyé 2021 i méte doubout épi lavil Mònwouj an dikté kréyol adan gran sal miléniòm la.

Sé pa bidim lapli-a ki anpéché 20 manmay vini kabéché asou an teks Raphael Confiant matjé asou viris-la dépi i débatjé lakay nou lanné pasé. Avan ba dikté-a sa té nésésè fè an ti lison pou riwè sé reg-la pas kon pou tout lang, lang nou, lang matinik ni reg pou konnet si nou lé bien matjé'y.

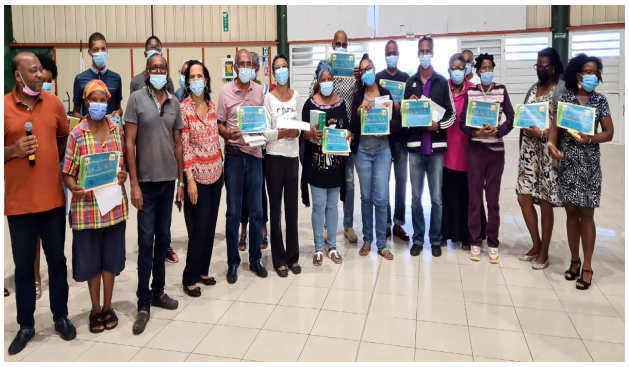
Apré koreksion tout manmay risivrè an « Biyé Man Té La »(diplòm) épi liv matjé an lang nou, primié-a genyen diktionnè kréyol Raphael Confiant, sé apré an ti brè manifestasion-an bout.

Lot manifestasion-an fet sanmdi 17 jiyé, menm si lamétéo té prévrè bon dlo, sa poko té lapli pou mouyé 20 étjipaj ki té enskri pou wonziem gran rali Sanblaj.

Larel rali-a sé toupandan moun ka dékouvé listwè, jéwografi, laliwonnaj, nonm ek fanm mapipi Matinik…. Yo ka palé, bokanté épi matjé lang Matinik .

Pou tout moun pa té pati an menm tan té ni an jé démaraj asou « non fwi Matinik », manmay rali-a ki ka li jounal Patriyot pa té ni pwoblem pou fè mo kwazé-tala.

Sé pa bò ansien estad komin Senpiè sé étjipaj-la épi dé, twa, kat senk é sis moun abò pati pou fè dis étap :



Kacho Siparis , Koté zendien débatjé Senpiè abò bato Loréli, Bidim poto épi bwa lélé misié Loran Valère méte doubout Senpiè, Tonbo karayib asou lawout Senpiè Préchè, Lakou Romen pa koté Pékoul éti 7 fanmiy ka goumen dépi pliziè lanné, Débi-la réji pa koté Par-

Pa bizwen atann mwa oktob pou vréyé lang-la douvan

nas, Rimed razié lakay Man Tina Chanflò, Lékol Alain Plénel Fon- Mari-Renn, Lakay an fanmiy ka espozé alo bagay antan lontan, Laplas Katayé pou bout lakantin Mònwouj.

Sé pa koté wonzè étjipaj koumansé rivé, sé manmay-la té kontan anlo pas sa yo wè, sa yo dékouvè, sa yo aprann tjwé tout fatig yo té ni.

Apré koreksion ek rézilta tout étjipaj risivrè an pri épi an « Biyé man té la », épi kovid-la, sé épi anlo pokosion adan lakantin Mònwouj tout moun pasé an bon dachin asou yo.

Dé manifestasion-tala ka alé adan dwet larel sa nou toujou di :

Sé toulong ek toupatou nou pou vréyé lang nou, lang matinitjé douvan.

AN TI LISON

Zafè W épi R

Adan an silab éti ou ni an vwayel won : o, ò, ou, on, ou ka mété W kontel .

Wob, woch, wobè, wol, wolan…
Wouchach, wouj, woul, wouspel, woulo..
Wonm, wonflé, wondel, wonmié, won-pwen.

Adan an silab éti ou ni an vwayel ki pa won: a, e, i, en, an, ou ka mété R ouben W silon sa ou ka tann kontel rat épi wat sé pa menm bagay.

Watalibi, watè, welto, wikenn, wé-lélé, wi…
rido, rat, riches, travay, renn, ranm, rensé, randévou…

MO KI SÒTI PA BÒ LAFRIK

BAT, BANZA, BÉLÉLÉ, DJENM, KANKAN, LÒLOY, MAKRÉLÉ, TJÒLÒLÒ, ZONBI , BÈKÈKÈ, BÈLÈ, BIDIM, BIDJIN, DJOK, DJÒKÒ, DJOUBAP, KANYAN, KAYÉ, KÉHEK .

LE SCANDALE DE LA SODEM OU LES MENSONGES DES ELUS.

Dans la politicaillerie et la démagogie, il faut reconnaitre que les dirigeants du PPM, particulièrement Letchimy et Laguerre, méritent un gros pompon.

L'actuel roitelet de Plateau Roy a osé dire que la question des victimes de la SODEM va être réglée alors que dans le même temps il fait appel du dernier jugement du tribunal de commerce condamnant cette même CTM à payer à la liquidation de la SODEM la somme de 4,24 millions d'euros.

En effet, s'il existe un scandale de la SODEM, c'est bien Letchimy et ses hommes qui en sont responsables, même si les Lise et Marie Jeanne ont leur part de responsabilité.

En effet, le schéma du détournement est extrêmement simple.

Quand, il y a près de trente ans, le conseil général et le conseil régional ont décidé de mettre en place le projet dit TCSP, Marie Jeanne dirigeait le Conseil Régional et Lise (à cette époque PPM) dirigeait le Conseil Général.

Ces responsables resteront en place jusqu'en 1990. A la fin du siècle passé, c'est Manin (allié du PPM) au Conseil Général et Letchimy au Conseil Régional qui ont pris la main.

Reconnaitre ses erreurs n'est pas l'apanage de nos politiciens qui essaient sans cesse de répondre par toujours plus de mensonges!

Le projet du TCSP consistait à diminuer les embouteillages et la pollution à la Martinique en mettant en place un transport du Lamentin (Mahault et Carrère) à Fort de France.

Sa mise en pratique depuis 5 ans (le TCSP a été inauguré en 2016) montre que l'objectif n'a pas été atteint. Il y a encore plus d'embouteillages et de pollution.

Mais la conception du projet est commune à ces forces politiques. Le projet est devenu au fil du temps de plus en plus cher atteignant des sommes folles. Pour le terminer, Letchimy

a mis en place des contrats privé/publics qui vont obérer les finances publiques pour de nombreuses années.

Pour faire passer le TCSP, il fallait acheter des terrains, déplacer des maisons sinon les détruire, etc….

Pour cela, les politiques ont créé une structure nommée Syndicat Mixte du TCSP (SMTCSP). Ce syndicat a choisi un opérateur appelé SODEM (Société d'Equipement de la Martinique). Ce syndicat qui avait comme actionnaire le Conseil Général et le Conseil Régional existait depuis des années. Sa mission consistait à négocier les achats et les indemnisations des riverains expropriés par le passage du TCSP.

La question s'est posée surtout à Sainte Thérèse, quartier populaire, où le tracé passait, du fait de l'élargissement de la voie, dans de nombreuses maisons et habitations.

Les gens ne pouvaient s'opposer à ce projet mais la loi prévoit qu'ils ont droit à une indemnisation pour la perte de leur terrain, leur commerce ou leur maison.

Voici la réalité. Elle est simple et dramatique pour des dizaines de personnes.

A cela, on a donné de nombreuses explications. L'argent aurait été versé par le syndicat mixte à la SODEM mais utilisés à d'autres fins.

LE SCANDALE DE LA SODEM OU LES MENSONGES DES ELUS.

On nous dit même qu'en fait depuis plusieurs années, la SODEM était en déficit et survivait grâce à un système de cavalerie (payer une dette actuelle avec de l'argent destiné à autre chose).

Le président du conseil d'administration de l'époque des faits était le nommé Jean Crusol, membre du PPM, un grand économiste qui prétend n'avoir rien vu. Le président du syndicat mixte était aussi un membre du PPM. Comme Letchimy qui présidait la région et son allié Manin qui présidait le Conseil Régional. Ce sont ces personnes qui sont responsables

du non-paiement des personnes expropriées !

Entendre six ou sept ans après que Letchimy promet d'indemniser les gens qu'il a contribué à gruger et tromper est assez extraordinaire sinon purement hypocrite.

Pourquoi ne l'a-t-il pas fait en 2015 ?

Où est passé l'argent ?

Avec quel argent le fera-t-il sinon celui des contribuables ?

Quant à Marie Jeanne et son équipe, ils n'ont fait aucun effort à compter de 2015 pour régler cette question. C'est sous leur gestion que la SODEM a du déposer son bilan en 2016 face à son déficit colossal. Cette équipe a donc su le problème et a joué à Ponce Pilate. Elle n'a pas déposé plainte pour savoir où était passé l'argent ? Elle n'a pas tenté de savoir qui avait été volé pour penser à les indemniser.

En fait, Marie Jeanne et son équipe prétendent qu'ils attendaient de connaitre la liste des personnes grugées.

Pourquoi faire ?

D'autant qu'elle était facile à reconstituée. En fait, ce sont les victimes qui ont obligé le procureur à ouvrir une enquête qui dure encore.

Dans cette affaire il y a des corrompus et ceux qui les ont aidés. Il y a des victimes que les politiciens ont abandonné.

Pendant la dernière simagrée électorale, pas un mot n'a été dit sur ce scandale financier.

En fait, ce dossier revient à la surface car le liquidateur de la SODEM a engagé une procédure contre la CTM (héritière du département et de la région qui étaient actionnaires de la SODEM) pour constater sa faute de gestion et la condamner à combler le passif. C'est ainsi que la CTM a été condamnée.

Mais ce n'est pas fini. Non seulement la CTM a fait appel du jugement (qui de toutes les façons l'oblige à payer 2 millions d'euros immédiatement) mais il n'est pas certain que l'argent obtenu par le liquidateur aille indemniser les victimes des expropriations du TCSP.

Belle illustration de la gabegie coloniale et de l'irresponsabilité de ces « lulu badjol » qui prétendent gérer notre pays.

Nous ne sommes pas les adeptes du « tous pourris » mais il reste réel dans cette affaire que tous les élus ont joué un rôle négatif empêchant l'indemnisation des victimes.

Dé mo kozé épi Patrik WILLIAM alias JOMO.

PATRIYOT a interrogé un apiculteur sur la situation de l'apiculture en Martinique.

«Les abeilles jouent un rôle majeur dans la biodiversité, dans la vie de l'être humain

Comment tu définis l'apiculture ?

L'apiculture est avant tout la science de l'élevage des abeilles domestiques par l'homme, c'est apprendre à mieux les connaître en développant une harmonieuse relation avec elles en leur prodiguant des soins en vue d'obtenir de leur travail dirigé les différents produits de la ruche : miel, pollen, gelée royale, propolis, cire, venin, tout cela selon les dispositions de la législation etc.

Quelles sont les particularités du métier d'apiculteur ?

On peut dire que c'est un art qui demande de l'adresse, de l'habilité et du savoir faire. Il faut avoir le sens de l'observation et de l'orientation, apprécier la nature, avoir une maitrise de soi, être calme, et je dirais une véritable passion des abeilles. Il est important aussi de bénéficier d'une technicité par le biais d'une formation mais aussi de manière empirique. Et pour aller toujours de l'avant être à l'écoute, avoir des échanges avec les autres (apiculteurs, agriculteurs, consommateurs…)

Quand as-tu commencé l'apiculture et pourquoi avoir choisi ce métier ?

J'ai commencé l'apiculture en 1986, après quelques années passées en France je suis revenu en Martinique en 1980. C'était l'époque des occupations de terres je participais au mouvement, je fus l'un des occupants de Champigny contre l'implantation de la prison de Ducos .

Pendant cette expérience j'ai préparé un BPA, option cultures maraîchères et vivrières, n'ayant pas obtenu gain de cause pour mon installation sur les terres occupées, la DAAF m'avait proposé l'acquisition d'un terrain. Ne souhaitant pas devenir propriétaire terrien, je me suis orienté vers l'apiculture qui ne nécessite pas beaucoup de foncier et ne vous oblige pas à être propriétaire.

Quelle formation as-tu suivie ?

J'ai suivi une formation d'apiculture et suis titulaire d'un brevet professionnel.

Est-ce que tous les apiculteurs utilisent les mêmes techniques ?

La grande majorité utilise les mêmes techniques avec des astuces propres à chacun.

Existe-t-il une industrialisation ou une intensification en apiculture comme en agriculture ?

À travers le monde, ça existe dans les grands pays capitalistes, en Martinique ça n'existe pas.

Quelle est la fourchette du nombre de ruches dans un rucher ?

Cela varie entre 15 -25 ruches dans un rucher.

Combien d'abeilles dans une ruche ?

En fonction de l'état de la colonie, il peut y avoir entre 60 et 70,000 abeilles.

En Martinique quelle est l'importance de l'apiculture (nombre de ruches, d'apiculteurs, la production, les produits de la ruche) ?

L'apiculture est assez bien développée à la Martinique, il y un bon niveau de technicité de nombreuses formations ont été organisées par le GDSAM-GIEE ces 3 dernières années

En Martinique, la valeur économique du service de la pollinisation est estimée à 8,2 millions d'euros en 2010 pour une production agricole totale valant 107,5 millions d'euros (selon les données publiées)

Pour un cheptel de 7000 ruches, on compte un peu plus de 150 apiculteurs dont 45 professionnels connus au syndicat avec une production de miel estimé à 100 tonnes/an.

À propos des autres produits de la ruche, ils sont exploités mais pas de données chiffrées,

Dé mo kozé épi Patrik WILLIAM alias JOMO.

environ une dizaine de producteurs pour le pollen, là aussi pas de chiffres.

Est-ce que tous les miels se valent ?

Ils se valent sur le plan alimentaire et énergétique malgré des saveurs et des aspects distincts mais possèdent des propriétés médicinales différentes en fonction de leur origine végétale.

Les abeilles souffrent elles de maladies ?

Bien sûr, elles souffrent de plusieurs pathologies telles : varroa, loque européenne, loque américaine, la nosémose, l'acariose, les mycoses, etc....

En Martinique, il y a le varroa qui est un acarien qui détruit les abeilles, et les mycoses qui sont des champignons pathogènes qui affectent juste le couvain.

Quel rôle jouent les abeilles dans la biodiversité ?

Parmi tous les insectes pollinisateurs, elles jouent un rôle essentiel dans la pollinisation des espèces végétales et participent pour plus de 33% à l'alimentation humaine et animale.

Ya-t-il possibilité de produire suffisamment de miel pour être autosuffisant ?

La Martinique s'auto suffisait il y a une quarantaine d'années, actuellement, ce n'est plus le cas. Selon moi il est possible de satisfaire considérablement la forte demande des consommateurs en occupant une importante part du marché par l'augmentation de la production et du cheptel. Mais l'autosuffisance ne sera pas atteinte à moyen terme à cause du déboisement induit par la forte pression de l'urbanisation anarchique sur les espaces mellifères et pollinifères.

Ya t il suffisamment de fleurs, ou que faut il faire pour cela ?

Il n'y a plus suffisamment de fleurs, la ressource mellifère et pollinifère se raréfie. Afin d'y remédier il faudra une politique publique et des initiatives privées de reboisement et de replantation d'espèces végétales mellifères et pollinifères. Il est nécessaire de « sanctuariser » l'apiculture en Martinique.

Quelle est la consommation, les circuits de distribution, l'importation ?

La consommation est de 400 tonnes/an, les circuits de distribution sont, pour la grande majorité des producteurs, la vente directe du producteur au consommateur, les marchés, les supérettes ou petites épiceries. Il n'y a que 2 producteurs présents dans la grande distribution .

Concernant l'importation, environ 95% des miels présents en grandes et moyennes surfaces proviennent de l'extérieur, à peu près 85% de Cuba, 10% du Mexique et d'Europe.

Dans quelle mesure l'apiculture est aidée ?

Elle est très peu aidée, de manière ponctuelle elle l'est pour des participations à des congrès internationaux à l'étranger, actuellement la filière bénéficie d'une aide financière de la CTM pour un projet de caractérisation des miels de Martinique en partenariat avec le Syndicat des Apiculteurs Martiniquais, le PNM, le PARM. Suite à la dernière sécheresse de cette année toutes les filières de production se sont mobilisées y compris l'apiculture et ont obtenues une aide d'urgence de la CTM.

Quelles sont les formations ?

Il n'existe pas de formation diplômante en Martinique, cette année le LEGTA de Croix Rivail a initié un module apiculture en partenariat avec le Syndicat des Apiculteurs Martiniquais.

À moyen terme le syndicat envisage de monter un rucher école dans le but de dispenser de la formation.

Où en est l'apithérapie ?

C'est une discipline connue par un certain nombre d'apiculteurs martiniquais pour avoir participé à des séminaires sur le sujet à l'étranger, qui reste encore marginale en Martinique. Personnellement je la pratique avec

Dé mo kozé épi Patrik WILLIAM alias JOMO.

des personnes qui me sont proches atteintes de certaines pathologies.

En Martinique y a-t-il du miel « BIO » ?

Oui, il existe en Martinique du "miel BIO", il y a un couple de producteurs labellisé "BIO".

Je ne suis pas labellisé, mais ma production est organique c'est-à-dire sans aucun traitement sanitaire chimique.

Est-ce que la production « BIO » revient plus chère ?

Oui, la production "BIO" revient un peu plus cher par rapport au coût de certains consommables tels que la cire ou les traitements sanitaires biologiques.

Quels sont les autres produits de la ruche que tu fabriques ?

Les autres produits de la ruche que je fabrique sont : la gelée royale, le pollen, le vinaigre de miel, le vin de miel, le savon (miel et propolis), l'extrait de propolis, l'Otantik vidjò myel (dynamisant composé de miel, pollen, propolis, gelée royale, poudre de courbaril,). Je suis le créateur de ce produit qui renforce les défenses immunitaires et est efficace pour des dermatoses et mycoses, sous l'appellation « Vidjò myel".

Quelle est la situation à cause des pesticides notamment le chlordécone?

À propos de la chlordécone à ce jour aucune étude concernant les produits de la ruche, depuis peu, la FREDON Martinique a sollicité le SAM, (syndicat des apiculteurs martiniquais) et APIGUA (association des apiculteurs de Guadeloupe) à un partenariat pour répondre à un appel à projet intitulé "Poll Antilles", Etat des lieux de l'exposition des pollinisateurs aux pesticides dans les Antilles - Ecotoxicologie des pesticides sur les pollinisateurs dans les Antilles dans le cadre du plan Ecophyto II et la chlordécone sera intégrée dans les travaux.

Quelles mesures les autorités doivent prendre pour préserver les abeilles et améliorer la production?

Les mesures que doivent prendre les autorités, c'est de généraliser l'interdiction déjà en partie existante de pesticides et insecticides nocifs pour les pollinisateurs en particulier les abeilles, de permettre aux apiculteurs d'obtenir des concessions gratuitement dans les zones gérées par l'ONF en Martinique et comme je l'ai déjà précisé en amont de mener une politique de reboisement d'espèces d'intérêts apicoles.

Pourquoi as-tu intégré le Groupement ORGAPEYI ?

La raison pour laquelle j'ai intégré ORGAPEYI est simple, très fortement sensibilisé par la problématique de santé des martiniquais, j'ai pris conscience et décidé qu'il fallait sortir du conventionnel afin de fournir aux consommateurs une production de qualité et saine. Il s'est avéré que le cahier des charges d'ORGAPEYI correspondait avec ma démarche.

Comment sont organisés les agriculteurs (groupement, syndicat) ?

La profession est organisée par un syndicat de défense des intérêts des apiculteurs martiniquais (SAM) créé en 2003, d'un groupement de défense sanitaire apicole jumelé à un GIEE (GDSAM-GIEE) et d'une association de développement de l'apiculture (ADAMAR).

Quels sont les projets en cours au niveau de toute la Martinique ?

Actuellement, il existe un projet de caractérisation des miels de Martinique en partenariat SAM/PARM/PNM, en partie financé par la CTM, un projet de caractérisation d'une abeille martiniquaise initié par le PNM/ GDSAM-GIEE en partenariat avec le SAM, le LEGTA de Croix Rivail, pour l'instant en attente de validation

Quels sont tes objectifs et tes souhaits en tant qu'apiculteur ?

Mes objectifs sont de maintenir mon cheptel pour garantir ma production, si possible de l'augmenter, mes souhaits sont de voir l'apiculture progresser afin de satisfaire le marché martiniquais sans oublier la réussite des 2 projets de caractérisation cités auparavant.

CHIMEN GARÉ
pou rantré adan pli gran lanméri Matinik

Pres tout mè Matinik té dakò pou méte non yo asou lis pou la CTM pas yo sipozé pòté plis bilten, rézilta, sé konsi anlo mè méte kò yo ansanm épi dot moun pou jéré an gran lanméri épi an papa mè an tet li. Si ou lé, jwé jé-a ! I fasil !

Pasé pa tout komin éti mè-a té kandida pou touvé chimen fasil pou rantré la CTM .

Lè zot fini anmizé kò zot , li sé mo-a doubout, kouché , pa anba pou monté..kon zot lé , sé pou travay pli bien lekti-a.

MAKOUBA	FONSENDINI	GRANRIVIÈ
ANSDALÉ	MONWOUJ	LOREN
TWAZILÉ	SENTLIS	KAWBÉ
BELFONTÈN	FÒDFRANS	MAREN
SENTESPRI	BASPWENT	WOBÈ
MARIGO	DIKOS	SENTMARI
SENTÀN	LAVIÈSALÉ	PRÉCHÈ
CHELCHÈ	FANSWA	LANMANTEN
TRINITÉ	SENJOZEF	KAZPILOT
SENPIÈ	LAJOUPA	MÒNVÈ
LAVIÈPILOT	GWOMÒN	DIAMAN
		VOKLEN

POU RI

PATAT SA, MAN PED MÉMWA MWEN.

An jennjan ki koumansé santi koko'y mété kò'y ka batdous
Mé kon lésision yo aprann li sé pa bagay pou fè, pas bondié pé ké kontan, i entjet kon an tatjet.
Pak ka rivé, fodré i konminié é pou sa fok konfésé.
I bay alé wè misié labé, lakonfes
I za di misié labé yonn dé bagay mé I poko sa di sa i ni pou di.
Anfinaldikont i désidé. I di :
Monpè ni an bagay ka fet, sé lé swè avan man pran sonmey mwen ka karésé koko mwen.
Mwen lé sav si sé an gwo péché é sa sa pé fè mwen
Misié labé di'y :
Sé pa gwo péché mé sé pa bagay pou fè, fok pa pran sa kon mové labitid.
Sa ka jwé asou santé'w, sa ka pwovotjé 3 mové bagay.
Dabou dabò, i ka jwé anlè servel ou , ou ka ped mémwa'w,
épi osi déziem bagay… (i ka pé),
i ka di :
ébé sa ka pasé man blié…
I ka kontinié :
ni tou… (i ka bégéyé)…
Tonnèdidié sa sa yé… Patat sa, man ped mémwa mwen.

LABÉ MÉLÉ

Sé tan tala yo ka mété zafè labé ki ni mové mes déwò.
Ni an labé ki dépi tjek tan i té ni dé mové lidé é tout manniè i tounen viré, lidé menyen ti manmay ka totiyé lespri'y.
Kon i pa lé yo mété lapat asou'y, I las kabéché, tet li ka pété, i pa ka wè sa i pé fè pou i pa menyen ich pies moun.
Anfinaldikont i désidé mandé Jézi bay an konsey.
I alé douvan an kris ek fè an lapriyè.
Lè I fini I di:
Jézi mwen pri, mwen ka soufè, mété an lanmen ba mwen pou mwen pa menyen ych moun.
Jézi réponn :
Mété an lanmen ba'w? Pou ki sa ou konprann yo klouwé dé lanmen mwen!

SA KI PASÉ AN JUYÉ LÉ ZOT LANNÉ

JUYÉ 1961

LA RÉPRESSION COLONIALE FAIT RAGE. LE GOUVERNEMENT DE DE GAULLE DISSOUT LE FRONT ANTILLO GUYANAIS

Après la révolte des jeunes de Fort de France en Décembre 1959 le gouvernement de DE GAULLE multiplie les mesures arbitraires contre tous ceux qui dénoncent le système colonial.

-Incorporation dans l'armée et renvoi en France des étudiants bénéficiant d'un congé budgétaire et considérés comme dangereux.

-Rappel de l'inspecteur d'académie Alain PLENEL qui aurait manifesté sa sympathie envers la révolte de 1959.

-Multiples saisies du journal « JUSTICE ».

-Ordonnance du 15 Octobre 1960 décidant de manière scélérate que tous les fonctionnaires dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public, seront sur proposition du préfet rappelés d'office en « métropole».

C'est dans ce climat de répression que les Martiniquais et Guadeloupéens vivant en France organisent la solidarité. Un meeting se tient en janvier 1960 pour riposter à la tuerie de Fort de France.

Le succès de ce meeting amène les organisateurs à créer en Avril 1961 un Front de résistance à l'ordre colonial : Le Front Antillo-Guyanais avec la participation de 1200 personnes. Au nombre des initiatives de ce Front : Édouard GLISSANT, Paul NIGER, écrivain guadeloupéen, les avocats martiniquais Marcel MANVILLE et Cosnay MARIE-JOSEPH.

À ce collectif s'ajoute de nombreux sympathisants, des étudiants, des soutiens tels Frantz FANON, le député guyanais Justin CATAYEE.

Le gouvernement français craignant l'extension de l'influence de ce Front décide de le dissoudre le 22 Juillet 1961.

À la dissolution Édouard Glissant est expulsé de Guadeloupe et interdit de séjour en Martinique, son propre pays. Marcel MANVILLE en application d'une mesure administrative parfaitement illégale ne peut pas quitter le territoire français. Cinq autres personnes sont assignées à résidence en France dont Alain PLENEL.Un an plus tard, Justin CATAYEE et Paul NIGER décèdent dans le crash du Boeing d'air France en Guadeloupe.

SA KI PASÉ AN OUT LÉ ZOT LANNÉ

OUT 1947

LE GOUVERNEUR CHANGE DE NOM ET DEVIENT PRÉFET… EN RÉALITÉ PRÉFET- GOUVERNEUR

La loi de départementalisation qui veut faire croire à la fin de l'ère coloniale entraine le changement de l'appellation du représentant de l'état français dans les colonies départementalisées. Le gouverneur est désormais appelé « *préfet* »

Le changement de nom ne change en rien la réalité du terrain.

Le premier préfet nommé en Martinique Pierre TROUILLE ne tardera pas à le démontrer.

Son arrivée le 23 Août 1947 fut considérée comme un évènement historique par tous ceux qui se berçaient d'illusions sur la loi dite d'assimilation. C'était ignorer que la feuille de route du gouverneur nouvelle formule était on ne peut plus claire : mettre au pas tous ceux qui manifesteraient des velléités anticoloniales mais aussi les syndicats.

Comme le faisaient régulièrement avant lui les gouverneurs il répondit avec empressement aux demandes des usiniers de casser par la force les mouvements revendicatifs. Ainsi le 4 Mars 1948 à l'appel du distillateur béké Jean BALLY il fit donner la troupe contre les ouvriers agricoles en grève au Carbet.

Cette répression sanglante se solda par la mort de trois d'entre eux, deux frères JACQUES et Mathurin DULIN, deux autres personnes sont grièvement blessées, Yvonne Jacques et André Balmer.

Ainsi débuta la départementalisation, dans le sang d'ouvriers agricoles pacifiques qui pour améliorer de très peu leur salaire de misère demandaient une petite augmentation.

Le même préfet gouverneur se livra à des attaques en règle contre le journal « JUSTICE » et ses rédacteurs lourdement condamnés à des amendes et à de la prison avec sursis.

C'est encore lui qui fit condamner à de lourdes amendes des militants communistes pour des conférences publiques « non autorisées ».

C'est toujours lui qui de manière délibérée se livrait à un véritable brigandage électoral pour faire élire les candidats du parti gaulliste.

Un vrai gouverneur, ce 1er préfet.

Sa mission se termina en 1950.

Ses successeurs, comme le premier Christian LAIGRET qui fit tirer sur la foule le 7 mai 1951 à la Chassaing à DUCOS, poursuivront sur sa lancée toujours pour maintenir l'autorité de l'état colonial français.

C'est cette réalité coloniale avec répression policière, militaire, judiciaire que nous connaissons encore aujourd'hui.

Site pkls :

http://www.pkls.org

mail: pkls@pkls.org

mail:pkls.matnik@gmail.com

L'ONU CONDAMNE UNE NOUVELLE FOIS LE BLOCUS ÉTASUNIEN CONTRE CUBA.

Le 23 juin l'Assemblée Générale de l'ONU a voté une résolution condamnant, le blocus criminel imposé par les États-Unis à Cuba depuis 60 ans.

C'est de nouveau avec une écrasante majorité, que la condamnation qui est renouvelée chaque année depuis 1992 a été prononcée en recommandant la levée du blocus.

Sur 193 membres, 184 pays ont voté pour, 2 pays ont voté contre : États Unis et Israël comme toujours, et 3 pays se sont abstenus : Brésil, Colombie et Ukraine.

Ce blocus inhumain mis en place par le président John Kennedy et maintenu par tous ses successeurs a fortement affecté le pays avec de graves conséquences sur la vie du peuple cubain qui en souffre quotidiennement.

Cet acharnement avec un système comptant plus de 250 sanctions qui ont subi de nombreuses variations au fil du temps, a eu des répercussions sur tous les domaines de la vie des cubains. Les dommages se comptent en dizaines de milliards de dollars

Le vote de cette loi par le Congrès étasunien pour contester au peuple cubain son droit à l'autodétermination, tenter d'entraver la construction d'une économie nationale, essayer de bloquer le développement du pays, visant à le soumettre à la volonté politique des USA, n'a pas eu l'effet escompté. En effet durant ces six décennies le peuple cubain a fait preuve de courage et de ténacité pour conduire sa révolution en fonction de ses intérêts et a obtenu des résultats positifs dans de nombreux domaines comma la santé, l'éducation, le sport… Il a développé un système social fondé sur l'équité et la solidarité qui va au-delà du peuple cubain, car nombre de peuples ont bénéficié de cette solidarité sous diverses formes.

Malgré le blocus durant cette pandémie de Covid les professionnels de santé de Cuba ont apporté leur expertise et leur expérience dans divers pays, et ont développé des vaccins.

Si depuis 30 ans presque tous les pays de la planète votent contre ce blocus et qu'il est maintenu, devenant le plus long embargo de l'histoire, on peut se poser des questions sur le rôle réel de l'ONU, sur l'efficacité de ses décisions.

La France, qui préside le Conseil de sécurité de l'ONU, qui se présente comme une puissance influente dans le monde, qui se vante d'être le berceau des droits humains, devrait s'honorer de mettre un terme concrètement à cette injustice contraire aux droits humains et aux droit des peuples.

La levée immédiate du blocus de Cuba dans cette situation de crise, est plus que jamais une urgence pour le peuple cubain. C'est aussi une nécessité de mettre fin à cette violation du droit international et à cet outrage à la souveraineté, pour tous les peuples afin de contribuer à la paix dans le monde.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE HAÏTIEN

Les sirènes impérialistes auront beau faire, il sera difficile de convaincre un progressiste, voire un révolutionnaire, qu'il faut pleurer la mort de Jovenel Moïse.

« Terrible » ont dit les USA, « Abominable », s'est exclamé le ministre français Le Drian.

S'il ne fait aucun doute qu'une élimination politique d'un politicien est peu susceptible de faire avancer les luttes populaires, il n'en reste pas moins vrai, pour prendre une terminologie catholique, que Moïse a péri par là où il a péché, la violence et le désordre.

Successeur de Marthely « Tet Kalé » qui avait été imposé en 2011 par les USA comme un président de paille, Jovenel Moïse a été « élu » président en 2016 à la suite d'élections totalement frauduleuses.

Depuis, de manière systématique, cet homme a tout fait pour mettre à bas ce qui restait de l'état haïtien et de ses institutions.

Depuis plus de deux ans, Haïti n'a plus de parlement hormis 10 sénateurs qui n'ont pas fini leur mandat. Moïse « gouvernait » par décret.

Individu corrompu, la Cour des Comptes avait établi qu'une de ses entreprises avait touché des millions de dollars de l'opération bolivarienne « PÉTROCARIBE » pour des travaux qui n'ont jamais été faits.

Il a toujours refusé de s'expliquer sur ce détournement.

Moïse a mis en place des gangs qui semaient la terreur chez ses opposants. Le 30 juin dernier, un journaliste et une militante féministe étaient abattus par des malfrats à la solde du pouvoir.

Moïse comme Marthely sont des présidents de paille mis en place par les impérialistes en vue d'empêcher tout développement positif pour le peuple haïtien.

Sans trop remonter dans le temps, il ne faut pas oublier que c'est une alliance entre la France et les USA qui a opéré le reversement d'Aristide en 2004 (après que celui-ci a demandé à la France la restitution de l'amende imposée par Charles X en 1821 pour reconnaitre l'indépendance du pays) et organisé l'installation d'une force onusienne sensée assurer la sécurité.

Tel n'a pas été le cas. Cette nouvelle occupation impérialiste, même avec la couverture

de l'ONU, a eu l'effet de déstructurer davantage la société du pays de Dessalines et rendre ingouvernable le pays, même avec les normes les plus bourgeoises qui soient.

En outre, la mission de l'ONU a perdu toute crédibilité chez les Haïtiens avec le scandale de l'épidémie du choléra qui à ce jour n'a toujours pas fait l'objet d'une indemnisation par l'ONU.

Cette situation n'est pas insatisfaisante pour tous puisqu'elle permet aux grandes familles de continuer à s'enrichir, à une caste de politiciens de se laisser corrompre et acheter au plus offrant, à de multitudes ONG (le plus souvent étasuniennes) qui quadrillent le pays pour embrigader une partie de la jeunesse.

A cela se rajoute une importante répression contre les forces populaires en lutte, une politique d'élimination des militants populaires. La grande presse le tait mais il y a un nombre important de disparitions de militants, de massacres (comme celui de La Saline en novembre 2018) visant à faire peur ou par

la police officielle ou par des réseaux parallèles

Donc l'assassinat de Moïse s'inscrit dans cette logique mortifère anti-populaire.

Le début de cette année avait vu à nouveau (la reprise) de nombreuses manifestations populaires, violemment réprimées avec de nombreux morts, pour réclamer la démission de ce président fantoche. En effet, pour la plupart des juristes haïtiens, le mandat de Moïse était terminé au début de l'année 2021. Moïse soutenait qu'ayant pris ses fonctions en 2017, son mandat finissait en 2022. Sa thèse, contestée par la majorité de la société haïtienne, a été soutenue par les USA et de l'OEA.

Ainsi, plus qu'avant, la légitimité et la légalité du statut présidentiel de Moïse étaient mises en cause.

Fort de cet appui, Moïse avait décidé de se lancer dans une opération référendaire qui lui permettait de rester au pouvoir.

Ce référendum devait avoir lieu en juin 2021 mais, soit disant, faute d'argent il a été repoussé à fin septembre, en même temps que d'autres élections !!

Mais, là, les maîtres des USA ont refusé de le soutenir et il est possible que ce soit cette volonté de s'accrocher au pouvoir (sans vouloir partager avec ses complices) qui a entraîné son assassinat.

On peut s'interroger sur les raisons de son élimination. Manifestement, Moïse a dû mécontenter certains de ses complices ou tuteurs pour que, selon la thèse officielle des mercenaires colombiens (dont on rappelle que c'est le pays d'Amérique du Sud le plus financé par Washington) et étasuniens débarquent en Haïti et l'assassinent chez lui, sans qu'aucun membre de sa sécurité ne soit inquiété. Il fait peu de doute que c'est de son propre camp que l'on devrait chercher les coupables, d'autant que la facilité où ont été arrêtés les présumés tueurs par une police généralement incompétente et corrompue ne peut qu'interpeller et étonner.

Il est aussi étonnant que cette élimination ait eu lieu juste après que Moïse a désigné un nouveau premier ministre qui n'ayant pas eu le temps de prêter serment s'est vu doubler par son prédécesseur qui a immédiatement réuni le conseil des ministres pour déclarer l'état de siège et se précipiter à l'ambassade des USA faire acte d'allégeance. On cherche un président par intérim mais celui-ci, le président de la Cour de cassation, est décédé en

L'énigme haïtienne

Juin de la Covid19. On tente de mettre à sa place le Doyen des sénateurs mais cela ne pourra être qu'une situation bancale.

En tous les cas, tenant compte de l'implication des puissances impérialistes en Haïti, il serait étonnant que leurs services, n'ait pas eu vent d'une opération commando ayant nécessité un minimum de préparation.

La situation est telle qu'on parle d'un nouvel envoi de troupes étrangères sous couvert de l'ONU.

La démarche impérialiste qui consiste à décider à la place du peuple haïtien a échoué et est vouée à l'échec.

Ce sont les interventions étrangères qui n'ont guère cessé depuis un siècle qui sont la principale cause de déstabilisation du pays frère d'Haïti.

En dépit de son histoire tourmentée, de la pauvreté, des difficultés à s'organiser, seules les masses populaires de ce pays pourront le sortir de l'impasse où l'a mis l'intervention étrangère avec la complicité d'une bourgeoisie compradore et de politiciens corrompus.

Nous devons manifester notre solidarité avec le pays d'Haïti pour que la France restitue l'amende volée au XIXème siècle et que cessent les interventions étrangères.

COUP D'ÉTAT POLITIQUE ET POPULISTE

Tous solidaires

AVEC LE PEUPLE HAITIEN

LA CHINE FÊTE EN GRANDE POMPE LE CENTENAIRE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS.

Le Parti communiste chinois (PCC) a été fondé en juillet 1921 à Shanghai par les treize délégués à ce premier congrès parmi lesquels Mao Ze Dong (Mao Tse Toung) qui deviendra le secretaire général du parti en 1935.

Depuis sa création le Parti a mené de nombreuses luttes contre le pouvoir en place tenu par le Kuomintang avec à sa tête Tchang Kaï Chek. Ce fut une guerre civile durant laquelle des milliers de chinois sont morts dont de nombreux combattants communistes. Un épisode mémorable de cette guerre fut le parcours effectué par l'Armée rouge dirigée par les communistes appelé « La longue marche » épopée glorieuse de la lutte révolutionnaire qui est devenue un symbole de la force du peuple.

C'est au cours de cette longue marche à laquelle ont participé les dirigeants du Parti Communiste que Mao Ze Dong s'est affirmé comme un stratège et un guide aguerri, ce qui a conduit à son élection à la direction du Parti au terme de cette longue marche en 1935.

La lutte se poursuit pour le contrôle du pays mais l'occupation du pays par l'armée japonaise en 1937 conduit communistes et nationalistes à s'allier pour combattre l'occupant.

Durant la période suivante qui inclut la guerre 1939-1945 les communistes renforcent leurs positions dans une grande partie du territoire qui représente près de dix mille fois (10 000) la Martinique soit près de 18 fois la France.

Après la fin de la guerre en 1945 la lutte entre nationalistes et communistes se termine en Octobre 1949 par la proclamation par Mao de la création de la République Populaire de Chine qui remplace la République de Chine créée en 1912 après des millénaires de l'empire. C'est alors qui'a été mise en exergue le propos de Mao : *« La route de la révolution, comme celle de toutes les activités dans le monde, est sinueuse, non rectiligne. »*

Suite à leur défaite les nationalistes avec Tchang Kaï Chek vont s'installer à Taiwan.

La Chine représente alors un cinquième de la population mondiale mais le pays est exsangue, appauvri, il ne produit que 3% de la richesse mondiale. L'objectif du gouvernement à l'époque est de « *garantir à chaque chinois un bol de riz par jour* ».

Le Parti met en œuvre un plan de développement économique nommé « *le grand bond en avant* » mais au bout d'une decenie le constat est que la logique de cette planification est inadaptée et s'est conclue par un échec.

Il s'ensuit un grand débat dans le parti qui se traduit par de fortes dissensions qui conduisent à une crise au sein du parti entre « traditionalistes » et « modernistes ». Cette crise va marquer le parti durablement. Elle est la cause de la politique conduite dans les années 60 dénommée « la révolution culturelle ». Elle est caractérisée aussi par le changement opéré après la mort de Mao.

En effet après Mao avec Deng Xiao Ping qui lui succède en 1976 à la direction du Parti, une nouvelle orientation est adoptée. Elle a été qualifiée de « socialisme libéral » ou « socialisme de marché » ou « capitalisme d'État » ou « économie socialiste de marché » Au-delà des analyses et des qualifications du système, le fait est que cette nouvelle structuration économique a mené la Chine dans une dynamique économique qui donne des résultats mais qui ne répond pas à des critères de justice sociale d'une société socialiste selon les principes marxistes léninistes.

Aujourd'hui la Chine qui est le 3° pays en superficie, avec plus de 1,4 milliards d'habitants est la deuxième puissance mondiale. Depuis une trentaine d'années elle connait une forte croissance. Elle est en concurrence farouche avec les États-Unis pour occuper la première place.

Le Parti Communiste Chinois qui dirige le pays est le plus important parti politique au monde avec plus de 90 millions de membres soit autant que la population de pays comme le Viet Nam voisin, ou plus que l'Allemagne, pays le plus peuplé d'Europe.

L'EZLN EN MISSION EN EUROPE.

Des représentant.e.s de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) du Mexique, ont été reçu.e.s le 4 juillet à Madrid après une traversée de l'Atlantique en voilier qui dura 2 mois, à l'occasion du 500e anniversaire de la conquête du Mexique par les Espagnols.

Par cet acte symbolique l'EZLN qui lutte contre l'inégalité au Mexique veut diffuser un message de leur peuple de dénonciation des inégalités dans le monde, conséquences de la colonisation et du système économique et social capitaliste dominant.

Les 7 zapatistes présenté.es comme un escadron de l'EZLN ont dit que cette initiative est la première du genre et que des actions ce type vont suivre. Ils font une tournée européenne dans diverses villes de nombreux pays, pour que l'Europe soit aussi une *« terre insoumise »,* où les peuples luttent, ne cèdent pas, n'abandonnent pas, ne se vendent pas.

Leur action s'inscrit dans leur ligne politique de solidarité entre les peuples dans la lutte pour la justice, pour la liberté, pour la vie.

L'EZLN, qui a été créée en 1984, est apparue publiquement au devant de la scène quand elle a déclenché le 1er janvier 1994 une insurrection armée avec le slogan « ***La lutte continue, Zapata est vivant*** », dans la région du Chiapas où sera menée une guérilla sous la direction du Sous Commandant MARCOS dont le portrait mythique avec sa cagoule et sa pipe a fait le tour du monde. Plus que de mener un affrontement militaire contre l'État mexicain, il s'agissait de créer une force de résistance et d'autodéfense du peuple du Chiapas essentiellement autochtone.

Pour l'EZLN il s'agissait de protester contre l'entrée en vigueur prévue à cette date de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) entre les États Unis le Canada et le Mexique qui depuis le 1er juillet 2020, est remplacé par l'Accord Canada -États-Unis-Mexique (ACEUM).

L'ALENA à l'époque était la plus importante région de libre-échange au monde et venait en réponse au traité de Maastricht passé entre les pays européens, entré en vigueur le 1er novembre 1993, qui a institué l'Union Européenne.

L'ALENA était un premier pas pour les USA de dominer tout le continent avec le projet de l'ALCA (ZLÉA), qui devait englober tous les pays du continent excepté Cuba et les colonies des pays européens. Ceci afin de renforcer la puissance des USA dans la logique de la doctrine Monroe comme l'a exposé à l'époque le secrétaire d'État étasunien, Colin Powell : *« garantir aux entreprises américaines le contrôle d'un territoire allant de l'Arctique à l'Antarctique et son libre accès, sans aucun obstacle, à nos produits ».*

Mais les peuples se sont mobilisés et sous l'impulsion de Cuba a été créée à La Havane en 2004, l'Alliance Bolivarienne des Peuples d'Amérique (ALBA) qui actuellement compte 10 pays. Le projet de l'ALCA est mort.

En mai 2014, Rafael Sebastian Guillen Vicente, alias Sous Commandant MARCOS, a renoncé à la direction de l'EZLN qui est devenu un mouvement politique qui contrôle une grande partie du Chiapas dans un cadre de communes autonomes.

PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israelienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'espérance pour la victoire.

L'agression de l'Etat sioniste d'Israel contre la bande de Gaza en Mai 2021 dénommée « Gardien des murailles » termes évocateurs, pour tromper sur la réalité, est venue s'ajouter à la liste des bombardements de ce territoire grand comme un tiers de la Martinique où vivent plus de 2 000 000 d'habitants dont environ 800 000 dans la ville de Gaza subissant un blocus total depuis 14 ans, qui se traduit par un enfer quotidien.

Comme en 2008, 2012, 2014, 2018 ce sont des milliers de palestinien.es qui sont victimes. L'opération de Mai a fait plus de 2 000 blessés, environ 300 morts dont plus de 80 enfants.

Sous ce déluge de feu les Gazaouis résistent, s'organisent dans la solidarité, gardent toujours l'espoir de la victoire. Les poètes de Gaza continuent d'écrire.

Nous présentons des extraits de poèmes écrits sous les bombes.

« Alors que les bombes tombent, j'écris »

Nadine Murtaja, 18 ans

(Poème écrit lors des derniers bombardements)

« Là, de l'autre côté,
le temps change, les heures passent et il fait de plus en plus sombre,
puis le ciel ôte sa parure diffuse et le matin arrive.
Mais, ici où je vis et respire, la vie porte ses noirs habits en permanence,
pour pleurer le labeur de ma terre,
qui a requis beaucoup de temps.
Ici, l'horloge accrochée dans ma chambre est brisée,
et pas seulement celle-ci, les horloges de tout le monde sont brisées, ici,
ma mère ne cesse de dire :
Tout le monde attend l'élixir,
nous l'avons eu avec le chagrin et l'agonie,
dans cette terre sainte, nous dormons et nous nous éveillons au son des bombes et des tirs,
et c'est ainsi que la première lueur du jour apparaît le soir,
éclairant le ciel du sang des martyrs.
Ici, la mort dort non loin de nous,
nous tous marchons vers la liberté, vers l'espoir,
nous marchons sur le verre éparpillé de nos fenêtres brisées,
nous marchons sur des pierres qui, naguère encore, ont été une maison, portant des histoires et des secrets,
nous marchons avec les cris des enfants, et les gémissements des mères s'insinuant encore et toujours dans nos oreilles. »

PALESTINE

Omar Moussa, 23 ans :

« Je pense que la destinée, c'est quelqu'un qui m'écrit un poème. »

« Les blancs de ses yeux prennent leur forme ultime,
Puis ils se déplacent et prennent la taille du papier.
Avec des balles, il pulvérise la gueule des avions de combat –
et arrache leurs défenses qui sèment mort et destruction.
Avec des balles,
il démolit les frontières du siège
et les murs du monde qui s'effondre
dans son égoïsme.
Avec des balles et du sang, il dessine une patrie libre
et une ligne côtière longue et sans bordure
pour empêcher les souvenirs de sombrer dans le sommeil ».

Maha Jaraba, 22 ans

Extraits d'une interview après les bombardements :

« Il n'y a d'autre issue à Gaza que la poésie. C'est le seul médium qui emmène nos âmes partout où nous voulons aller »,

« Nous sommes au cœur des ténèbres, au milieu de la tristesse, il n'y a qu'une toute petite fenêtre pour laisser entrer la lumière, dans nos cœurs et, pour libérer notre sentiment d'indignation ou nous débarrasser des pierres d'achoppement, on ne peut y arriver qu'en écrivant de la poésie »,

« Je ne pense pas que je serais une poétesse si j'étais née dans une autre ville que Gaza, la vie la plus sombre et la plus triste ne peut exister qu'ici. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés ou les émotions qui vivent en nous n'existent nulle part ailleurs. Et ces sentiments, c'est précisément ce qui a fait de nous des poètes »,

« La seule chose qui nous délivre des ennuis de la guerre, c'est la poésie. Alors que les bombes tombent, j'écris. Tout en apprenant la mort de mon peuple, je continue à écrire »,

« Il m'est venu à l'esprit de m'échapper, vers le refuge de la vie, mais celui-ci n'est pas devenu une vie. Aujourd'hui, je suis ici, demain, je serai là et, entre moi-même et ce que je veux être, il y a la crainte »,

« Écrire, c'est la vie qui nous manque, et Gaza est ce qui a fait de nous des poètes, c'est ce qui nous a fait écrire des poèmes emplis de larmes, écrire est le seul médicament gratuit, dans cette ville »

« Je veux que le monde sache que nous sommes ici, que nous avons des rêves. Nous voulons des lendemains meilleurs, non seulement prendre notre part de douleur, mais aussi prendre notre part de vie. »

La ville de GAZA bombardée

LETTRE OUVERTE D'AKSYON REAKSYON AUX MEDIAS MARTINIQUAIS

EXTRAITS

[*Suite à la mascarade mise en œuvre par leurs rédactions qui forcent l'interrogation et démontrent encore une fois la supercherie à laquelle l'opinion publique est soumise.*

La presse, les nouveaux TONTON MAKOUT de la république et des békés.

Les cadres de l'information, objectif : prendre la liberté de la presse en otage pour travestir la vérité.

Alors que vous parlez de code déontologique bafoué par les militants, constat est fait que vous êtes, vous les médias d'ici, les premiers à tordre le cou aux 2 principes que sont la liberté d'expression et la liberté de la presse. Des journalistes s'en plaignent eux-mêmes auprès de certains d'entre nous, car, si vous vous enorgueillissez avec fierté des fuites dans le monde de la lutte, il faut savoir qu'il y a aussi des fuites chez vous. Des journalistes nous disent voir leur travail manipulé, modifié, vicié par des chefs de rédaction et autres cadres restés dans leur bureau et qui réorientent les articles, quitte à travestir la vérité. Ce à quoi nous leur répondons *« de dire à cette hiérarchie qui porte atteinte à leur travail de venir elle-même sur le terrain avec camera et micro ».*

La fabrique à mensonge à fait tourner ses turbines crasseuses afin que les rédactions puissent se positionner en victime-vedettes dans cette affaire qui pue le scoop et le buzz à plein nez.]……

[Autre preuve de votre professionnalisme illusoire, l'article de RCI disant que les militants avaient fait appel à la destruction de la statue de V. Schœlcher au Lamentin et que le maire ayant pris peur, avait céder et programmer son retrait. Cet article est tellement factice que même l'adresse qui indiquait où se trouvait la statue était fausse, la situant place A. Macéo au lieu de la place d'accueil de l'ancienne mairie. Même une adresse ne peut être relayée correctement. C'est dire le sérieux du travail réalisé.

La presse martiniquaise outil de stratégie dictatoriale !

Bavure professionnelle ? Non, pas du tout. Stratégie dictatoriale, Oui, à coup sûr !

En effet, le journalisme est défini comme le 4ème des pouvoirs après les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. Le principe étant que ces pouvoirs n'existent que s'ils sont réellement indépendants l'un de l'autre. Mais dans notre société postcoloniale, c'est l'union de ces (macabres) institutions qui fait la force de ce régime totalitaire.

Oui , dans cette Martinique où nombre de principes sont bafoués, la presse ne se donne pas pour mission de relater la vérité. Ici où persiste l'odeur fétide du colonialisme, ladite presse est principalement au service du pouvoir en place, défini depuis le code noir : les descendants de colons esclavagistes et les politiques émissaires de l'état français.

Les médias arrogants et aux ordres déclarent la guerre aux militants ; un coup d'état médiatique et une prise en otage de l'opinion publique]…...

[Cette même presse qui parle de déontologie utilise un mail anonyme, quitte à bafouer les règles du journalisme. Drôle d'anonymat quand cette presse dit que cette lettre signée « des martiniquais déterminés » proviendrait de «manifestants» qui réprouvent certaines actions. Comment savez-vous qu'elle vient de manifestants. Ces Martiniquais déterminés ferait-ils parti de vos sources pour que vous puissiez souligner leur témoignage et qu'il devienne une preuve irréfutable sans autres investigations ?

Les médias martiniquais sont à l'aise dans leur fonction d'attaquer avec les outils professionnels qui sont leurs armes, c'est donc dans un « *pléré zié sek* » que vous soulagez vos soi-disant malheurs puis déverser votre haine du militantisme. L'étude des expressions et mots utilisés à l'égard de ce dernier est éloquente : des activistes, des groupuscules, la « fachosphère »…. Tout est dans le champ sémantique de la dépréciation. Pire encore vous osez comparer l'incomparable en qualifiant les actes militants de comportements d'esclavagistes. Et vous, vous voulez qu'on vous prenne au sérieux !? Vous voulez qu'on vous considère comme des professionnels !?....Honte à vous ! Aucun respect, aucune neutralité, aucune réserve envers ce qu'a été l'abomination de ce crime contre l'humanité, perpétués par ceux-là mêmes à qui vous vous soumettez lâchement. Nous prenons acte !

Au lieu de vous lancer dans des comparatifs d'une idiotie abjecte et sans borne, pourquoi ne vous a-t-on pas entendu dénoncer les propos du nouveau rédacteur en chef de Martinique la 1ére. Qui

selon l'émission de Fusion FM "Makrélaj" aurait dit quelques jours avant la commémoration de l'abolition de l'esclavage à un journaliste :
"La prochaine fois, tu seras fouetté !"]……
[Aussi, la journaliste et son cameraman de Martinique la 1ère se sont fait agresser physiquement par un policier à la rue Victor Sévère en 2018, alors même qu'elle a stipulé qu'elle était journaliste. Il est évident que la contre-attaque envers les policiers n'a pas été du même niveau que celle adressée aux militants alors qu'il s'agissait d'une double agression physique.
Pour quelles grandes causes vos médias appellent-ils leurs journalistes à se mobiliser ? Le procès d'un de leur illustre père André ALIKER assassiné, laissé sans suite, Non ; le scandale du saccage des bureaux de RFO à clairière par les békés, Non ; le scandale du chlordécone, Non…
Au contraire, il préfère se lancer dans une guérilla contre certains militants qui ont choisi de ne pas communiquer avec eux et de faire respecter leur droit de véto.
Cet argument de la liberté de la presse brandi lorsqu'il s'agit des militants n'est pourtant pas réclamé face aux « *Gwomòdan* » avec leur attaché de presse qui vous disent *« stop, vous ne filmez plus ! »* et qui mettent à la porte les journalistes parce que ce qui va se passer ne les concerne pas et ne concerne pas plus la population d'ailleurs… En résumé, le droit de véto sur la communication est un privilège que les journalistes s'accordent à eux-mêmes, à certains et pas à d'autres.]
……
[Nous parlons du scandale de plusieurs femmes journalistes faisant l'objet de harcèlement sexuel par exemple. Prenons 4 parmi tant d'autres ; Oui on connait les affaires, on connait Vos affaires :
A RCI, ce harcèlement a été suivi par une reconversion professionnelle. Une autre, journaliste à RFO, auprès de qui, un collègue journaliste sportif, insistait pour accroître ses performances athlétiques, est partie et a bien fait du chemin, pour mieux revenir. Puis une autre à ATV, partie hors du territoire pour poursuivre sa carrière suite à des attouchements sexuels ; le dernier, un cadre très très haut placé récemment arrivé à Martinique la 1ère s'est illustré dans des propos déplacés à connotation sexuelle envers deux femmes (une journaliste et une scripte)… bien d'autres faits inacceptables pourraient poursuivre cette liste d'exactions… Cela n'est-il pas suffisamment INDIGNE ?! Ce mot que vous avez répété comme un mantra ces derniers temps. Aucune manifestation de votre indignation à ces propos. *Lè bab kanmarad'ou pri difé, rouzé taw*, mais tous, vous vous taisez dans un silence complice et coupable !] **…….**
Le club presse et les médias semblent vouloir mener une guerre malsaine opposant journalistes et militants en oubliant que " Qui dit GUERRE, dit VICTIME ! "
A qui voulez-vous faire croire que la Martinique est devenue un NO MAN'S LAND ? Une zone de grand danger ?
Vous faites partie des oppresseurs de ce pays et Aksyon Reaksyon sait dans quel but vos médias s'appuient sur le champ lexical de la violence : pour faire peur.
Depuis un moment, et notamment depuis les événements du Cap-Est. Vous médias, avez clairement créé les conditions pour que l'Etat français justifie à l'aide de vos propagandes mensongères, comme cela se fait depuis *« nanni-nannan »*, le meurtre d'un militant.
Nous Aksyon Reaksyon réaffirmons qu'aucune réconciliation n'est possible avec vous médias après cette énième kabbale contre le militantisme.

Aksyon Reaksyon, Martinique, JUIN 2021

COMMUNIQUÉ

STOP AU BLOCUS !

SOLIDARITÉ AVEC CUBA SOCIALISTE !

Depuis quelques temps des manifestations ont lieu dans les rues à Cuba pour exprimer l'insatisfaction dans la situation caractérisée par la carence de certains produits et l'augmentation des prix. Dimanche ces manifestations ont connu une amplitude jamais atteinte.

Les grands médias et tous les « ayatollahs » au service du dieu capitalisme, se gargarisent de ce que le peuple cubain rejette le socialisme, condamne les communistes, réclame à manger, exige la démocratie.

Quand on voit celles et ceux qui à travers le monde soutiennent les manifestations dites « spontanées » on a une idée d'où vient la manipulation.

La pandémie actuelle est venue aggraver la situation difficile que vit le peuple cubain depuis 60 ans à cause du blocus criminel, inhumain, imposé par les USA en violation du droit international, des droits humains, des droits des peuples.

Depuis 2 décennies l'ONU condamne presqu'à l'unanimité des membres, ce blocus injuste et cruel. Mais toutes les actions de solidarité à travers le monde n'ont pas réussi à faire lever le blocus économique, financier et commercial.

Ce sont les États-Unis et leurs complices d'Europe et d'ailleurs, qui sont responsables de la situation présente et qui font tout pour créer le chaos dans le pays espérant pouvoir intervenir pour renverser le gouvernement et mettre fin au socialisme.

Le but du blocus c'est d'enfermer le pays, de le bloquer, de le harceler, d''intimider la population, de l'épuiser afin de la manipuler.

Le peuple cubain a déjà subi nombre d'agressions, d'attentats, d'attaques biologiques, de campagnes de désinformation, d'invasions comme à Playa Giron dont on commémore les 60 ans cette année, il a fait face.

Malgré les difficultés liées au blocus, le peuple Cubain a toujours exprimé sa solidarité sous différentes formes aux peuples dans le monde.

Devant cette nouvelle épreuve il saura manifester la détermination, le courage et la dignité dont il a toujours fait preuve, pour défendre sa révolution et ses conquêtes sociales. Pour lui l'indépendance, la souveraineté, la dignité ne sont pas négociables.

Aujourd'hui, il faut mettre fin au blocus afin que le peuple cubain puisse conduire son destin pour une vie meilleure, de manière souveraine en toute liberté.

Ce moment de l'histoire de Cuba est un moment où chacun doit choisir son camp. Nous choisissons notre camp en toute responsabilité celui de la révolution, celui du peuple, celui du socialisme.

Le PKLS condamne les manœuvres orchestrées par les USA et les tenants du capitalisme, de l'impérialisme du colonialisme, du racisme contre les peuples dans le monde.

Le PKLS exprime sa totale solidarité au peuple cubain et au gouvernement révolutionnaire dans la marche au socialisme.

Vive la solidarité avec le peuple cubain !

Vive la révolution socialiste !

Martinique Le 12 juillet 2021
Pour le PKLS
Jean-Pierre ETILE

DECLARATION

PAS DE PAIX SANS JUSTICE !

HALTE A LA REPRESSION POLICIERE ET JUDICIAIRE

Suite à d'importantes manifestations du collectif « MATINIK LIB », créé après l'imposition depuis Paris d'un régime d'urgence sanitaire dans notre pays, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et policiers pendant deux nuits à Fort de France.

A cette occasion, de nombreux jeunes ou militants ont été réprimés, tabassés, interpellés dans des conditions contraires aux droits humains. Un an après le tabassage, à ce jour impuni, de Kéziah, c'est, entre autres, un jeune de 14 ans dont une vidéo montre comment il a été maltraité par trois policiers en pleine rue de Fort de France.

Depuis, pour détourner l'attention sur ce déploiement de gendarmes mobiles et policiers de grande ampleur et leurs actes répressifs, une campagne médiatique vise à grossir les évènements, à prétendre que la capitale serait en pleine « désolation » et à opposer entre elles les victimes de la situation sociale. **Ceci n'a rien à voir avec la réalité.**

Préfet, partis politiciens, élus et autres « Jako » aux ordres multiplient les déclarations dénonçant « la violence » des manifestants en se taisant sur celle des « forces du désordre colonial », voire à soutenir celle-ci. Leurs appels à « l'apaisement » sont des cris hypocrites appelant en fait à la répression contre des manifestants refusant l'ordre établi.

La Martinique vit un malaise politique et social profond où dominent les inégalités et l'injustice couplées à une discrimination fondée sur la couleur de peau. La non-participation aux récentes élections coloniales l'a largement démontré. La répression judiciaire permanente mise en place depuis les blocages des Magasins Carrefour du Groupe Bernard Hayot en est un autre signe. La révolte populaire contre le refus de l'État français de poursuivre les empoisonneurs et leurs complices montre l'état de dégradation de la situation.

La protestation actuelle s'explique aussi par ce sentiment d'être manipulé, que tout soit décidé à 7000 km avec un arrogant gouverneur ici qui n'a pas de compte à rendre aux Martiniquais.es et annonce après avoir tout imposé une « solution martiniquaise ».

Qu'il s'en aille donc et laisse les martiniquais décider !

C'est la situation coloniale qui est la cause de la montée de la violence et non quelques manifestants.

Le PKLS refuse de se tromper d'ennemi.

Nous condamnons la violence des gendarmes mobiles et policiers, toutes les violences de l'Etat qu'elles soient sociales, machistes, policières, judiciaires, qui sont dans l'âme de la situation coloniale de notre pays. Le colonialisme est né dans la violence et celle-ci se perpétue de manière multiforme et ne peut que générer de légitimes rebellions en opposition à l'iniquité du colonialisme.

Le PKLS est solidaire de tous ceux qui combattent l'ordre colonial et apporte sa solidarité aux soignants en lutte pour la dignité.

Le PKLS proclame qu'il n'y aura jamais de paix ou d'apaisement tant que le système colonial continuera à régner dans notre pays contre notre peuple dont l'avenir est compromis.

Le PKLS exige que les Martiniquais soient les seuls maitres de leur destin pour arracher l'indépendance.

PAS DE PAIX SANS JUSTICE !

ANSANM, ANSANM, NOU KÉ PRAN YO !

Martinique Le 20 juillet 2021
Pour le PKLS
Jean-Pierre ETILE

Matinik antan lontan

Bodlanmè

YO KA PARÉ POU KOUS GOMIÉ PA BÒ FODFWANS

KOUS VWALIÉ PA BÒ FODFWANS

AN DJOL LAWIVIÈ MADANM FODFWANS

Matinik antan lontan

Bodlanmè

YO KA RÉDI SENN

APRÉ AN KOUT SENN YO KA RANMASÉ FILET PA BÒ SENPIÈ

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de septembre 2016

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 49 — *SEPTEMBRE 2016*

L'insurrection de Martinique de 1870 : Une glorieuse page d'histoire et des enseignements pour aujourd'hui.

Politiciens incapables de donner le cap, ils nous conduisent au naufrage.

ISRAEL Un régime nazi dans toute son horreur

FILLON : RACISTE, NÉGATIONNISTE IL N'Y A PAS QUE LUI !

PANGAD ! YO PA LÉ NOU MANJÉ, MANJÉ PÉYI-A!

A consulter sur le Site du PKLS : http://www.pkls.org

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : juillet 2021
P.K.L.S. MARTINIQUE